

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

31 MARS 2020

SOMMAIRE

I.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	Page 3
II.	COMPTES CONSOLIDES, RESUMES ET ANNEXES	Page 12
III.	ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	Page 46
IV.	ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	Page 48

I. RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1. ACTIVITES ET RESULTATS DE LA PERIODE DU 1^{ER} OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020

Faits marquants du semestre

- Conséquences de la pandémie de COVID-19

Impacts sur les activités du Groupe

La pandémie du Covid-19 et les mesures de confinement décidées par les gouvernements des pays dans lesquels nous opérons, ont entraîné un arrêt complet de l'activité des métiers du Groupe à compter du 14 mars 2020.

La saison d'hiver des Domaines skiables a été définitivement arrêtée à cette date et l'activité des Parcs de loisirs suspendue jusqu'à une date de réouverture indéfinie.

Tout en gardant comme priorité la santé et la sécurité de nos salariés, clients et autres parties prenantes, les sites du Groupe redémarreront leurs activités dès que cela sera possible et mettront d'ores et déjà en place les actions nécessaires afin de limiter les impacts de la crise sur leur rentabilité.

Le Groupe CDA a annoncé qu'il renonçait aux objectifs communiqués pour l'année 2020.

En raison du manque de visibilité sur le calendrier de reprise totale de l'activité, en particulier des Parcs de loisirs, mais également sur les conditions d'exploitations d'après confinement ou encore sur le comportement du consommateur, qui pourraient se poursuivre y compris après la clôture de l'exercice, il est prématuré d'établir de nouveaux objectifs pour le Groupe.

Autres impacts financiers

La pandémie de Covid-19 a entraîné une réduction du chiffre d'affaires. Le résultat opérationnel courant a été affecté par la perte de marge opérationnelle courante des métiers en lien avec cette baisse de chiffre d'affaires et avec les coûts fixes, et cela malgré les mesures de flexibilité mises en place.

Les impacts du Covid-19 sur les comptes semestriels détaillés ci-après ne sont pas représentatifs de ce qu'ils pourraient être sur le second semestre compte tenu des incertitudes liées à l'ampleur et la durée de cette crise et les conditions d'une éventuelle réouverture.

Estimation des impacts de la crise sanitaire liée au Covid-19 sur les comptes du premier semestre 2020 :

La crise sanitaire a eu pour impact une réduction du chiffre d'affaires du Groupe d'environ 49 millions d'euros. L'impact estimé par métier est détaillé ci-dessous :

Domaines skiables : 44 M€

Parcs de Loisirs : 5 M€

Les résultats du deuxième semestre 2020 du Groupe seront plus impactés par le Covid-19 que ceux du premier semestre de l'année, en raison de la fermeture des Parcs de loisir en France et dans les autres pays où nous opérons et ceci, malgré le processus de déconfinement progressif engagé dans plusieurs pays depuis le début du mois de mai.

L'impact sera fonction de la durée de la période de fermeture, d'une reprise des activités qui pourrait être lente et progressive, des contraintes opérationnelles en vue de respecter les mesures sanitaires qui pourraient limiter nos ventes, d'un ajustement sur les coûts variables qui ne pourra être maintenu durablement dans les mêmes proportions. Eu égard à toutes ces incertitudes, il ne peut être chiffré.

- Délégations de service public relatives au domaine skiable des 2 Alpes

L'exploitation du domaine skiable des 2 Alpes repose sur trois contrats de délégations de service public signés initialement avec les communes de Venosc, Mont-de-Lans et Saint-Christophe-en-Oisans (échéances 2023 / 2024).

En date du 28/11/2019, les communes délégantes du domaine skiable ont notifié à la société Deux Alpes Loisirs, filiale du Groupe Compagnie des Alpes, leur décision de résilier par anticipation, pour motif d'intérêt général, les trois délégations de service public actuelles, pour permettre une mise en concurrence pour l'établissement d'une délégation de service publique unique pour l'ensemble du domaine, qui démarrerait au 1^{er} décembre 2020. Cette résiliation était conditionnée à un appel d'offres fructueux.

Les communes des Deux Alpes et de Saint-Christophe-en-Oisans ont soumis à l'approbation de leurs conseils municipaux de février 2020 le choix d'un nouvel opérateur, la Société Touristique de l'Alpe d'Huez (SATA), en tant qu'attributaire du contrat de DSP pour la construction et l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes.

Cependant, en date du 31 mars 2020, la signature du nouveau contrat n'est pas intervenue.

- Evolution des normes IFRS

Le groupe applique pour la première fois au 1^{er} octobre 2019 la norme IFRS 16 relative aux contrats de location selon la méthode rétrospective simplifiée. En conséquence le résultat du 1^{er} semestre 2018/2019 n'a pas été retraité.

La valeur comptable des droits d'utilisation et de la dette de loyers ainsi que les mouvements constatés sur la période se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Droits d'utilisation				Total	Dette de loyers
	Terrains	Constructions	Installations techniques / matériel	Autres immobilisations		
Au 1er octobre 2019	43 881	53 721	12 136	1 522	111 260	112 184
Augmentation	335	4 138	480	85	5 038	4 949
Dotations aux amortissements et dépréciations	-1 784	-2 955	-795	-183	-5 717	
Charges d'intérêts sur dette de loyers (1)						1 138
Paiements de loyers (1)						-6 028
Ecart de conversion		306			306	312
Au 31 mars 2020	42 432	55 210	11 821	1 424	110 887	112 555

(1) : variation des dettes de loyer dans le tableau des flux de trésorerie

Les impacts sur le compte de résultat consolidé s'analysent comme suit :

- Sur le compte de résultat du groupe :

(en milliers d'euros)	31/03/2020			31/03/2019
	Publié	impact IFRS16	sans IFRS16	Publié
Exédent brut opérationnel	148 247	6 399	141 848	165 442
Résultat opérationnel	74 489	638	73 851	105 743
Résultat financier	-5 487	-1 143	-4 344	-3 922

- Sur l'excédent brut opérationnel des métiers :

Excédent Brut Opérationnel (EBO)

(en milliers d'euros)	Domaines skiables		Parcs de Loisirs		Holdings & Supports		TOTAL	
	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019
EBO publié	175 604	194 725	-13 293	-15 654	-14 064	-13 629	148 247	165 442
Impact IFRS16	1 518		4 098		783		6 399	
EBO sans IFRS16	174 086	194 725	-17 391	-15 654	-14 847	-13 629	141 848	165 442

- Périmètre comparable

La société Familypark a été rachetée par la Compagnie des Alpes le 20 mars 2019. Le compte de résultat du 1^{er} semestre 2018/2019 n'incluait donc pas les résultats du parc. La société réalise au premier semestre 2020 un chiffre d'affaires de 3,3 M€ et un excédent brut opérationnel négatif pour -1,2 M€. Ces données sont retraitées pour les variations à périmètre comparable.

Globalement, les résultats du 1^{er} semestre 2019/2020 du groupe Compagnie des Alpes enregistrent une baisse du chiffre d'affaires et de l'excédent brut opérationnel en raison de l'arrêt prématuré d'activité de l'intégralité des sites du Groupe le 14 mars 2020.

Malgré un bon premier trimestre et un bon niveau d'activité enregistré jusqu'à la date de fermeture des sites concernés, le chiffre d'affaires consolidé de la Compagnie des Alpes pour le premier semestre de l'exercice 2019/2020 s'établit ainsi à 470,5 M€, en contraction de 5,6% (soit -6,2% à périmètre comparable) par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires des Domaines skiables régresse de 9% au cours du 1^{er} semestre pour s'établir à 350,2 M€.

L'activité des Parcs de loisirs progresse de 10,8% à périmètre réel en raison de l'acquisition de Familypark, et de 7,2% à périmètre comparable pour atteindre 103,2 M€.

Le chiffre d'affaires Holdings et Supports s'élève à 17,2 M€, contre 20,4 M€ pour la même période de l'exercice précédent.

L'excédent brut opérationnel du Groupe est en baisse de -9,7% à périmètre comparable et de -10,4% à périmètre réel pour atteindre 148,2 M€. Retraité de l'impact de la norme IFRS16, il ressort à 141,8 M€ (-14,2%). Il est impacté par l'arrêt brutal d'activité et, comme au premier semestre 2018/2019, par le versement d'une prime d'activité pour 2,7 M€ (contre 2,4 M€ l'année précédente).

Le Résultat Net Part du Groupe s'élève ainsi à 47,7 M€, en baisse de 26,2% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

1.1. Compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2019/2020

RESULTAT CONSOLIDE AU 31/03/2020						
(en M€)	1er semestre 2019/2020 Périmètre réel (1)	1er semestre 2019/2020 Périmètre comparable (2)	1er semestre 2018/2019 Périmètre comparable (3)	Variation % Périmètre comparable (2) - (3) / (3)	1er semestre 2018/2019 Périmètre réel (4)	Variation % Périmètre réel (1) - (4) / (4)
Chiffre d'affaires	470,5	467,2	498,2	-6,2%	498,2	-5,6%
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	148,2	149,5	165,4	-9,7%	165,4	-10,4%
<i>EBO/CA</i>	31,5%	32,0%	33,2%	-3,7%	33,2%	-5,1%
Résultat Opérationnel	74,5	77,5	105,7	-26,7%	105,7	-29,6%
Coût de l'endettement net et divers	-5,1				-5,7	-11,4%
Charge d'impôt	-27,3				-36,4	-25,1%
Mises en équivalence	8,6				5,8	47,8%
Résultat Net	50,8				69,5	-26,9%
Minoritaires	-3,1				-4,8	-35,8%
Résultat Net Part du Groupe	47,7				64,6	-26,2%

1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2019/2020 s'élève à 470,5 M€, en diminution de -5,6% à périmètre réel et de -6,2% à périmètre comparable.

(en M€)	1er semestre 2019/2020 Périmètre réel (1)	1er semestre 2019/2020 Périmètre comparable (2)	1er semestre 2018/2019 Périmètre comparable (3)	Variation % Périmètre comparable (2) - (3) / (3)	1er semestre 2018/2019 Périmètre réel (4)	Variation % Périmètre réel (1) - (4) / (4)
Domaines Skiabiles	350,2	350,2	384,7	-9,0%	384,7	-9,0%
Destinations de Loisirs	103,2	99,9	93,1	7,2%	93,1	10,8%
Holdings et Supports	17,2	17,2	20,4	-15,9%	20,4	-15,9%
CHIFFRE D'AFFAIRES	470,5	467,2	498,2	-6,2%	498,2	-5,6%

1.2.1. Domaines skiabiles

Le chiffre d'affaires des Domaines skiabiles pour le premier semestre de l'exercice 2019/2020 s'établit à 350,2 M€ et connaît, du fait de la fermeture anticipée des domaines le 14 mars dernier, une baisse sensible de 9,0% par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

L'activité des remontées mécaniques stricto sensu enregistre ainsi une baisse de son chiffre d'affaires de 9,2%. Dans ce contexte, le nombre de journées-skieur (-11,4%) ainsi que le revenu moyen par journée-skieur (+2,2%) ne constituent pas des indicateurs représentatifs de l'activité semestrielle.

Après un début de saison dynamique, notamment pendant la seconde semaine des vacances de Noël, l'activité s'est poursuivie de façon satisfaisante jusqu'au 14 mars dernier. A cette date, soit jusqu'à la fermeture prématurée de l'ensemble de ses domaines, le Groupe avait enregistré une progression de son chiffre d'affaires depuis le début de la saison d'environ 2,5%.

La fermeture anticipée des domaines a donc amputé le chiffre d'affaires du deuxième trimestre de deux semaines et demie fortement contributives à l'activité. Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre est ainsi en diminution de 39,9 M€, soit -12,1%, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

1.2.2. Parcs de loisirs

Le chiffre d'affaires des Parcs de loisirs enregistre au premier semestre de l'exercice 2019/2020 une progression sensible de +7,2%, à périmètre comparable par rapport à la même période de l'exercice précédent. En tenant compte de l'acquisition de Familypark, il s'établit à 103,2 M€, en progression de +10,8%, portée par une fréquentation en hausse de 9,9%. A périmètre comparable, la fréquentation croît de 4,8% et la dépense par visiteur progresse de 2,5%.

L'activité a été particulièrement dynamique au cours du premier trimestre (+16,1%) grâce aux actions stratégiques déployées par le Groupe, notamment lors de la période d'Halloween et en fin d'année avec le succès de l'ouverture au grand public du Parc Astérix pour la première fois pendant les vacances scolaires de Noël. La croissance de l'activité a aussi été portée par l'Aquapark de Bellewaerde, qui est encore dans sa première année d'exploitation, l'augmentation des capacités hôtelières du Parc Astérix et l'acquisition de Familypark.

Pour les six sites qui étaient ouverts, cette bonne dynamique s'est poursuivie au cours du deuxième trimestre notamment au Futuroscope, et ce, jusqu'à la mi-mars lorsque le Groupe a procédé à leur fermeture, conformément aux décisions des autorités prises en France, en Belgique, en Suisse et au Canada, afin de lutter contre la propagation du Covid-19. Ainsi, malgré l'amputation de deux semaines et demie d'activité, le chiffre d'affaires du deuxième trimestre atteint 22,7 M€, soit un niveau légèrement inférieur à celui de la même période de l'exercice précédent.

Au total, l'activité des Parcs de loisirs depuis le début de la saison affichait à mi-mars une progression de 12,1% à périmètre comparable et de 15,9% en données publiées.

1.2.3. Holdings et supports

L'activité Holdings et Supports regroupe les activités de conseil portées par CDA Management et CDA Beijing, les activités de distribution en ligne et les agences immobilières historiques de la CDA (notamment Alpes Ski Résa) auparavant consolidées dans la BU Domaines skiables, ainsi que, depuis le 1^{er} janvier 2018, celles de Travelfactory.

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2019/2020, le chiffre d'affaires des Holdings et Supports est en baisse de -15,9% et s'établit à 17,2 M€. Le confinement des personnes en France et en Europe a notamment affecté les activités de Travelfactory et des agences immobilières sur la fin du semestre.

L'activité de conseil est, quant à elle, pénalisée par le cadencement des contrats, par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

1.3. Excédent Brut Opérationnel

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) s'élève à 148,2 M€, en diminution de -9,7% à périmètre comparable et de -10,4% à périmètre réel, en raison de la contribution de Familypark acquise le 20 mars 2019.

(en M€)	1er semestre 2019/2020	1er semestre 2019/2020	% du CA 2019/2020	1er semestre 2018/2019	% du CA 2018/2019	Variation %	1er semestre 2018/2019	Variation %
	Périmètre réel (1)	Périmètre comparable (2)	Périmètre comparable	Périmètre comparable (3)	Périmètre comparable	Périmètre comparable (2) - (3) / (3)	Périmètre réel (4)	Périmètre réel (1) - (4) / (4)
Domaines Skiabiles	175,6	175,6	50,1%	194,7	50,6%	-9,8%	194,7	-9,8%
Destinations de Loisirs	-13,3	-12,1	-12,1%	-15,7	-16,8%	22,8%	-15,7	15,1%
Holdings et Supports	-14,1	-14,1		-13,6		-3,2%	-13,6	-3,2%
EXCEDENT BRUT OPERATIONNEL	148,2	149,5	32,0%	165,4	33,2%	-9,7%	165,4	-10,4%

En pourcentage du chiffre d'affaires, il est en légère baisse, à 32,0% (vs 33,2% au 31/03/2019). Retraité de l'impact IFRS 16, il s'élève à 141,8 M€ et est en baisse de 14,2%.

La pandémie de COVID-19 a eu un impact au premier semestre (avec la perte de 2 semaines d'exploitation), essentiellement au niveau des Domaines skiabiles, du tour-opérateur TravelFactory et des agences immobilières, ainsi que des Parcs de loisirs ouverts comme le Futuroscope ou encore les sites indoor (Musée Grévin, Chaplin's By Grévin, Grévin Montréal, parcs aquatiques en Belgique).

Elle s'est traduite par la mise en œuvre de plans d'économie, la prise de congés et le recours au chômage partiel pour les personnels permanents et saisonniers de nos sites ouverts, ainsi que pour le personnel des Holdings & supports. En revanche les projets digitaux, jugés fondamentaux pour le Groupe et le redémarrage de l'activité après la crise, ont été maintenus et se poursuivent.

1.4. Investissements industriels

(en M€)	1er semestre 2019/2020	1er semestre 2019/2020	% du CA 2019/2020	1er semestre 2018/2019	% du CA 2018/2019	Variation %	1er semestre 2018/2019	Variation %
	Périmètre réel (1)	Périmètre comparable (2)	Périmètre comparable	Périmètre comparable (3)	Périmètre comparable	Périmètre comparable (2) - (3) / (3)	Périmètre réel (4)	Périmètre réel (1) - (4) / (4)
Domaines Skiabiles	50,1	50,1	14,3%	68,6	17,8%	-26,9%	68,6	-26,9%
Destinations de Loisirs	38,8	37,5	37,5%	38,8	41,7%	-3,5%	38,8	0,1%
Holdings et Supports	2,4	2,4		0,9		169,0%	0,9	169,0%
INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS NETS	91,4	90,0	19,3%	108,3	21,7%	-16,9%	108,3	-15,6%

Le niveau d'investissement est l'un des principaux agrégats de performance suivis par le Groupe, au même titre que le chiffre d'affaires et l'Excédent Brut Opérationnel.

Les investissements industriels nets ont diminué de -18,3 M€ à périmètre comparable, par rapport à l'exercice précédent, pour l'essentiel au niveau des domaines skiabiles, en raison d'un phasage différent.

Compte-tenu de la saisonnalité de l'activité et des investissements, le ratio Investissements/Chiffre d'affaires doit s'appréhender sur l'ensemble de l'année.

Dans les Domaines skiabiles, ils représentent 50,1 M€, en baisse de 18,5 M€. Ils se composent, essentiellement, de remontées mécaniques, d'appareils d'enneigement et de damage.

Dans les Parcs de loisirs, ils s'élèvent à 38,8 M€ à périmètre réel et 37,5 M€ à périmètre comparable, en très légère baisse par rapport à l'exercice précédent.

1.5. Résultat Opérationnel

(en M€)	1er semestre 2019/2020	1er semestre 2019/2020	% du CA 2019/2020	1er semestre 2018/2019	% du CA 2018/2019	Variation %	1er semestre 2018/2019	Variation %
	Périmètre réel (1)	Périmètre comparable (2)	Périmètre comparable	Périmètre comparable (3)	Périmètre comparable	Périmètre comparable (2) - (3) / (3)	Périmètre réel (4)	Périmètre réel (1) - (4) / (4)
Excédent brut opérationnel	148,2	149,5	42,7%	165,4	43,0%	-9,7%	165,4	-10,4%
Dotations aux amortissements et provisions	-71,6	-70,2	-70,3%	-59,7	-64,1%	17,5%	-59,7	20,0%
Autres produits et charges opérationnels	-2,1	-2,1	-12,4%	0,0	0,0%		0,0	
RESULTAT OPERATIONNEL	74,5	77,5	16,6%	105,7	21,2%	-26,7%	105,7	-29,6%

Le résultat opérationnel s'élève à 74,5 M€ à périmètre réel et à 77,5 M€ à périmètre comparable, en diminution de 28,2 M€, en raison principalement de la pandémie COVID-19, de la progression des dotations aux amortissements de 10,5 M€ et de charges non récurrentes pour 2,1 M€. Retraité des impacts IFRS 16, il s'élève à 73,8 M€ et est en baisse de 30,2%.

1.6. Résultat Net

Le coût de l'endettement net progresse de 1,6 M€ pour atteindre 5,5 M€ et inclut des charges financières sur dette de loyers pour 1,2 M€. Les autres produits et charges financiers comprennent une plus-value de cession d'une filiale non consolidée pour un montant de 1,5 M€.

La charge d'impôt diminue de 9,1 M€ pour atteindre 27,3 M€. En conséquence le taux facial d'impôt passe de 34,4% à 34,9% : il intègre un taux d'imposition de 34,4% au niveau du groupe d'intégration fiscale de la société mère Compagnie des Alpes, l'absence de produit d'impôt différé constaté sur les pertes de filiales en France ou à l'étranger, pour lesquelles la recouvrabilité n'est pas assurée (pour un montant de 0,8 M€ en effet d'impôt) ainsi que des charges de dépréciation d'actifs non déductibles (pour un montant de 1,6 M€ en effet d'impôt).

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence progresse de 2,8 M€ pour atteindre 8,6 M€, en raison principalement de l'amélioration des résultats de la Compagnie du Mont-Blanc (+ 3 M€) à la suite d'indemnités de sinistres intervenus l'exercice précédent.

Le Résultat Net Part du Groupe atteint ainsi 47,7 M€ en baisse de -16,9 M€ (-26,2%) par rapport au 31 mars 2019.

1.7. Flux financiers

(en M€)	31/03/2020	31/03/2019
Capacité d'autofinancement des activités poursuivies après coût endettement et impôts	117,3	129,2
Investissements industriels (nets de cessions)	-87,1	-101,5
Variation créances et dettes s/immobilisations	-4,3	-6,9
Autofinancement disponible	25,9	20,9
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	-0,5	-13,8
Variation de périmètre	0,0	-56,7
Variation des dettes financières et dettes de loyers	-78,5	109,0
Dividendes (y compris minoritaires des filiales)	-22,0	-19,0
Variation du fonds de roulement et divers	76,8	107,3
Incidence des activités abandonnées	0,0	0,0
Variation de la trésorerie	1,6	147,6

1.7.1. Flux

La capacité d'autofinancement est en baisse de -11,9 M€ à 117,3 M€. Elle représente 24,9% du chiffre d'affaires contre 25,9% l'exercice précédent.

Les investissements nets sont en baisse de -16,9 M€ au 31 mars 2020, en raison principalement d'un phasage différent de l'exercice précédent.

La progression du « Free-cash-flow » (ou autofinancement disponible) résulte donc essentiellement de la diminution des investissements industriels nets au 31 mars 2020 (suite à un phasage différent des investissements), partiellement compensé par la baisse de la capacité d'autofinancement en raison de la pandémie de COVID-19 qui a provoqué l'arrêt de l'activité de nos sites le 14 mars 2020.

L'endettement net du Groupe s'élève à 591,9 M€ contre 562,8 M€ en septembre 2019, et intègre une dette de loyers de 112,6 M€ résultant de l'application de la norme IFRS 16. Il intègre un encours de titres négociables à court terme (NEU CP) en baisse de 69 M€ entre le 30 septembre 2019 et le 31 mars 2020.

En 2020, CDA a distribué 17,1 M€ de dividendes à ses actionnaires et 5 M€ aux minoritaires des filiales.

La variation du fonds de roulement est impactée par l'arrêt brutal de l'activité du groupe le 14 mars 2020.

1.7.2. Ratios de structure financière

Le ratio dette nette/EBO glissant s'élève à 2,23 contre 1,74 au 31 mars dernier et 2,33 au 30 septembre 2019.

Le covenant bancaire est respecté (cf. Note 5.9 de l'annexe aux états financiers).

1.8. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'est intervenu postérieurement à la clôture qui soit susceptible de remettre en cause les éléments pris en compte. Cependant les impacts liés à la pandémie de COVID-19 décrits dans les « Faits marquants » sur les comptes de l'exercice à clore le 30 septembre 2020 doivent être considérés.

II COMPTES CONSOLIDES RESUMES

2. COMPTE DE RESULTAT, BILAN CONSOLIDE, TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 MARS 2020

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

		31/03/2020 (1)	31/03/2019
	Notes		
Chiffre d'affaires	4.1	470 502	498 192
Autres produits liés à l'activité		1 222	1 778
Production stockée		268	27
Achats consommés		-49 994	-49 919
Services extérieurs		-73 974	-75 857
Impôts, taxes et versements assimilés		-27 039	-28 206
Charges de personnel, intéressement et participation		-148 441	-151 787
Autres charges et produits d'exploitation		-24 298	-28 786
EXCEDENT BRUT OPERATIONNEL	4.2	148 247	165 442
Dotations aux amortissements et provisions		-71 628	-59 700
Autres produits et charges opérationnels		-2 130	0
RESULTAT OPERATIONNEL		74 489	105 743
Coût de l'endettement brut		-5 487	-3 922
Produits de trésorerie & équiv. de trésorerie		0	0
COÛT DE L'ENDETTEMENT NET	4.3	-5 487	-3 922
Autres produits et charges financiers	4.3	416	-1 799
Charge d'impôt	4.4	-27 270	-36 396
Quote-part dans le résultat des sociétés associées	4.5	8 627	5 838
RESULTAT NET		50 776	69 463
Résultat net - part des participations ne donnant pas le contrôle		-3 108	-4 840
RESULTAT NET PART DES ACTIONNAIRES DE LA MAISON-MERE		47 668	64 623
Résultat net part des actionnaires de la maison-mère, par action		1,94 €	2,64 €
Résultat net part des actionnaires de la maison-mère, dilué par action		1,94 €	2,64 €

(1) Les données 2020 sont établies en application de la norme IFRS16 « contrats de location ». Les changements liés à l'application de cette nouvelle norme sont présentés en note 7.

Etat du Résultat global

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2020	31/03/2019
Profit net de juste valeur, brut d'impôts		
Couvertures de flux de trésorerie	126	-228
Pertes attendues à 12 mois ou à maturité	0	-300
Différences de conversion	-44	-13
Incidence des opérations dans les mises en équivalence	105	32
Effets d'impôts rattachés à ces éléments	-40	180
Sous-Total : Eléments recyclables en résultat	146	-329
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	-408
Gains (Pertes) actuariels sur avantages au personnel	3 726	-1 763
Incidence des opérations dans les mises en équivalence	368	0
Effets d'impôts rattachés à ces éléments	-1 193	727
Sous-Total : Eléments non recyclables en résultat	2 901	-1 444
Bénéfice de la période	50 776	69 463
TOTAL DES PRODUITS COMPTABILISES DURANT LA PERIODE	53 823	67 690
Revenant aux		
actionnaires de la société	50 560	62 999
aux participations ne donnant pas le contrôle	3 263	4 691

Bilan

ACTIF	(en milliers d'euros)	31/03/2020 (1)	30/09/2019
	Notes		
Ecarts d'acquisition (goodwills)	5.1	320 358	331 512
Immobilisations incorporelles	5.2	80 831	68 755
Immobilisations corporelles	5.3	537 940	513 944
Immobilisations du domaine concédé	5.3	637 301	639 801
Droit d'utilisation de l'actif IFRS16	7	110 887	
Participations dans des entreprises associées	5.5	89 013	82 011
Actifs financiers non courants	5.6	59 627	58 165
Impôts différés actifs		15 831	9 801
Actifs non courants		1 851 789	1 703 990
Stocks		26 550	24 296
Créances d'exploitation		84 733	67 949
Autres créances	5.6	15 353	13 119
Impôts courants	5.6	3 966	11 420
Actifs financiers courants	5.6	221	286
Trésorerie et équivalents de trésorerie		14 077	22 320
Actifs courants		144 901	139 390
TOTAL ACTIF		1 996 689	1 843 380
PASSIF	(en milliers d'euros)	31/03/2020 (1)	30/09/2019
	Notes		
CAPITAUX PROPRES			
Capital		186 829	186 425
Primes		257 596	257 596
Réserves		456 114	423 438
Capitaux propres - part des actionnaires de la maison-mère		900 539	867 459
Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle		58 990	60 528
Total des Capitaux propres		959 529	927 987
Provisions non courantes	5.8	68 235	69 199
Dettes financières non courantes	5.9	347 410	356 383
Dettes de loyers - Part à plus d'un an	7	102 018	
Impôts différés passifs		24 057	22 387
Passifs non courants		541 720	447 969
Provisions courantes	5.8	14 656	14 699
Dettes financières courantes	5.9	131 977	206 427
Dettes de loyers - Part à moins d'un an	7	10 537	
Dettes d'exploitation		240 100	172 925
Impôts courants		31 171	4 759
Autres dettes		66 998	68 613
Passifs courants		495 439	467 424
TOTAL PASSIF		1 996 689	1 843 380

(1) Les données 2020 sont établies en application de la norme IFRS16 « contrats de location ». Les changements liés à l'application de cette nouvelle norme sont présentés en note 7.

Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)		31/03/2020	31/03/2019
Résultat net part du groupe		47 668	64 623
Intérêts minoritaires dans le résultat		3 108	4 840
Résultat net global		50 776	69 463
Dotations et reprises sur amortissements et provisions		75 498	63 045
Plus ou moins values de cession		-2 178	-662
Quote-Part dans le résultat des sociétés associées		-8 627	-5 838
Dividendes reçus des sociétés associées		2 072	2 717
Autres		-274	492
Coût de l'endettement net		4 345	3 922
Charges d'impôt (yc impôts différés)		27 270	36 396
Capacité d'autofinancement		148 882	169 535
Variation des créances et dettes sur opérations d'exploitation		54 083	63 643
Autres éléments de décalages de trésorerie		723	18 007
Impôt versé		-6 454	-8 420
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		197 235	242 765
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 6.1 -	93 842	- 110 864
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 6.1	2 461	2 557
Investissements industriels nets		- 91 381	- 108 307
Acquisitions d'immobilisations financières et divers		- 1 746	- 303
Cessions d'immobilisations financières		1 705	308
Prêts ou remboursements d'avances financières		- 481	- 13 829
Variation de périmètre		-	- 56 687
Investissements financiers nets		- 522	- 70 511
Flux de trésorerie liés aux investissements		- 91 903	- 178 818
Augmentation de capital de la CDA		- 26	- 9
Variation du capital		- 26	- 9
Dividendes versés aux actionnaires de la maison-mère		- 17 120	- 15 851
Dividendes versés aux minoritaires des filiales		- 4 968	- 4 501
Dividendes à payer		44	1 312
Dividendes versés nets		- 22 044	- 19 040
Remboursement emprunts		- 79 157	- 26 429
Nouveaux emprunts		5 531	135 386
Variation des dettes financières	Note 6.2 -	73 626	108 957
Intérêts financiers bruts versés		- 3 042	- 2 692
Variation des créances et dettes diverses		- 55	-
Variation des dettes de loyers	Note 7 -	4 890	-
Flux de trésorerie liés au financement		- 103 683	87 216
Incidence des autres mouvements		- 15	- 3 542
Variation de la trésorerie durant la période		1 634	147 621
Trésorerie nette à l'ouverture		- 26 356	- 69 706
Trésorerie nette à la clôture	Note 6.3 -	24 721	77 915

(en milliers d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Réévaluation des instruments Financiers	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres part des actionnaires de la société mère	Capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation au 30 septembre 2018	186 091	257 595	26	-1 826	324 165	57 199	823 250	55 906	879 156
Transition à IFRS 9									
Ajustements à l'ouverture (1)			4 490		-180		4 310	339	4 649
Situation ajustée au 1er octobre 2018	186 091	257 595	4 516	-1 826	323 985	57 199	827 560	56 245	883 805
Augmentation de capital CDA	334				-334		0		0
Résultat net 2019						62 244	62 244	9 156	71 400
Autres éléments du résultat global 2019			-1 883	370	-4 671		-6 184	-604	-6 788
Résultat global 2019			-1 883	370	-4 671	62 244	56 060	8 552	64 612
Affectation du résultat de l'exercice précédent					57 199	-57 199	0		0
Distribution de dividendes					-15 851		-15 851	-4 503	-20 354
Autres variations					-310		-310	234	-76
Situation au 30 septembre 2019	186 425	257 595	2 633	-1 456	360 018	62 244	867 459	60 528	927 987
Augmentation de capital CDA	404				-404		0		0
Résultat net 2020						47 668	47 668	3 108	50 776
Autres éléments du résultat global 2020			85	-44	2 851		2 892	155	3 047
Résultat global 2020			85	-44	2 851	47 668	50 560	3 263	53 823
Affectation du résultat de l'exercice précédent					62 244	-62 244	0		0
Distribution de dividendes					-17 120		-17 120	-4 968	-22 088
Autres variations					-360		-360	167	-193
Situation au 31 mars 2020	186 829	257 595	2 718	-1 500	407 229	47 668	900 539	58 990	959 529

3. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Présentation du Groupe

Le Groupe Compagnie des Alpes a pour activité principale la gestion d'équipements de loisirs. Il opère principalement dans les métiers de l'exploitation de Domaines skiables et de Parcs de loisirs. La société mère du Groupe est la Compagnie des Alpes, dont le siège social est situé 50-52 boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Les états financiers consolidés intermédiaires au 31 mars 2020 ont été arrêtés le 14 mai 2020 par le Conseil d'Administration, qui en a autorisé la publication. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Faits marquants du semestre

- *Conséquences de la pandémie de COVID-19*

Impacts sur les activités du Groupe

La pandémie du Covid-19 et les mesures de confinement décidées par les gouvernements des pays dans lesquels nous opérons, ont entraîné un arrêt complet de l'activité des métiers du Groupe à compter du 14 mars 2020.

La saison d'hiver des Domaines skiables a été définitivement arrêtée à cette date et l'activité des Parcs de loisirs suspendue jusqu'à une date de réouverture indéfinie.

Tout en gardant comme priorité la santé et la sécurité de nos salariés, clients et autres parties prenantes, les sites du Groupe redémarreront leurs activités dès que cela sera possible et mettront d'ores et déjà en place les actions nécessaires afin de limiter les impacts de la crise sur leur rentabilité.

Le Groupe CDA a annoncé qu'il renonçait aux objectifs communiqués pour l'année 2020.

En raison du manque de visibilité sur le calendrier de reprise totale de l'activité, en particulier des Parcs de loisirs, mais également sur les conditions d'exploitations d'après confinement ou encore sur le comportement du consommateur, qui pourraient se poursuivre y compris après la clôture de l'exercice, il est prématuré d'établir de nouveaux objectifs pour le Groupe.

Autres impacts financiers

La pandémie de Covid-19 a entraîné une réduction du chiffre d'affaires. Le résultat opérationnel courant a été affecté par la perte de marge opérationnelle courante des métiers en lien avec cette baisse de chiffre d'affaires et avec les coûts fixes et cela malgré les mesures de flexibilité mises en place.

Les impacts du Covid-19 sur les comptes semestriels détaillés ci-après ne sont pas représentatifs de ce qu'ils pourraient être sur le second semestre compte tenu des incertitudes liées à l'ampleur et la durée de cette crise et les conditions d'une éventuelle réouverture.

Estimation des impacts de la crise sanitaire liée au Covid-19 sur les comptes du premier semestre 2020 :

La crise sanitaire a eu pour impact une réduction du chiffre d'affaires du Groupe d'environ 49 millions d'euros. L'impact estimé par métier est détaillé ci-dessous :

Domaines skiables	44 M€
Parcs de Loisirs	5 M€

Les résultats du deuxième semestre 2020 du Groupe seront plus impactés par le Covid-19 que ceux du premier semestre de l'année, en raison de la fermeture des Parcs de loisir en France et dans les autres pays où nous opérons et ceci, malgré le processus de déconfinement progressif engagé dans plusieurs pays depuis le début du mois de mai.

L'impact sera fonction de la durée de la période de fermeture, d'une reprise des activités qui pourrait être lente et progressive, des contraintes opérationnelles en vue de respecter les mesures sanitaires qui pourraient limiter nos ventes, d'un ajustement sur les coûts variables

qui ne pourra être maintenu durablement dans les mêmes proportions. Eu égard à toutes ces incertitudes, il ne peut être chiffré.

- Délégations de service public relatives au domaine skiable des 2 Alpes

L'exploitation du domaine skiable des 2 Alpes repose sur trois contrats de délégations de service public signés initialement avec les communes de Venosc, Mont-de-Lans et Saint-Christophe-en-Oisans (échéances 2023 / 2024).

En date du 28 novembre 2019, les communes délégantes du domaine skiable ont notifié à la société Deux Alpes Loisirs, filiale du Groupe Compagnie des Alpes, leur décision de résilier par anticipation, pour motif d'intérêt général, les trois délégations de service public actuelles, pour permettre une mise en concurrence pour l'établissement d'une délégation de service publique unique pour l'ensemble du domaine, qui démarrerait au 1^{er} décembre 2020. Cette résiliation était conditionnée à un appel d'offres fructueux.

Les communes des Deux Alpes et de Saint-Christophe-en-Oisans ont soumis à l'approbation de leurs conseils municipaux de février 2020 le choix d'un nouvel opérateur, la Société Touristique de l'Alpe d'Huez (SATA), en tant qu'attributaire du contrat de DSP pour la construction et l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes.

Cependant, en date du 31 mars 2020, la signature du nouveau contrat n'est pas intervenue. Aucun impact n'a par conséquent été pris en compte au 31 mars 2020, dans les comptes consolidés.

1 - MODALITES DE PREPARATION

1.1 - Déclaration de conformité

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2020 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire. Le rapport financier semestriel résumé doit être lu en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et prend en compte les normes et interprétations entrées en vigueur au 1er octobre 2019.

1.2 - Principes et méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à toutes les périodes présentées.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés semestriels au 31 mars 2020 du Groupe Compagnie des Alpes ont été établis conformément au référentiel de normes internationales d'information financière (IAS/IFRS) tel qu'en vigueur dans l'Union Européenne à la date du 31 mars 2020 et selon la convention du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués pour l'exercice 2019, à l'exception des évolutions normatives obligatoires à compter du 1er octobre 2019 décrites ci-après et des principes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires suivants :

Evolution du référentiel comptable

Le Groupe a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2019.

- IFRS 16 Contrats de location

IFRS 16, la nouvelle norme sur les contrats de location, remplace la norme IAS 17 et les interprétations associées. Cette norme supprime la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. Elle introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location au bilan des preneurs, avec constatation d'un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué et d'une dette au titre de l'obligation de paiements de loyers.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 rétrospectivement à compter du 1er octobre 2019, mais n'a pas retraité l'information comparative au titre de l'exercice 2018/2019, comme permis par les dispositions spécifiques de transition prévues par la norme (« méthode retrospective simplifiée »). En conséquence, les reclassements et ajustements résultant de la première application d'IFRS 16 sont reconnus dans le bilan d'ouverture au 1er octobre 2019. Les impacts de l'application d'IFRS 16 sur les comptes consolidés du Groupe sont présentés en Note 7.

- Incertitudes relatives aux risques fiscaux (IFRIC 23)

L'interprétation IFRIC 23 traite des positions fiscales incertaines relevant des impôts sur le résultat. Elle clarifie qu'une entité doit apprécier s'il est probable que l'administration fiscale accepte un traitement retenu dans ses déclarations fiscales, en supposant qu'elle dispose de toutes les informations pertinentes pour mener à bien ses contrôles. Si tel est le cas, la comptabilisation de l'impôt devra correspondre aux déclarations fiscales.

Le Groupe a appliqué l'interprétation IFRIC 23 selon la méthode rétrospective, sans retraitement des données comparatives, comme autorisé par les dispositions spécifiques de transition.

En dehors de la norme IFRS16 « contrats de location », les normes dont l'application est obligatoire depuis le 1er octobre 2019 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

- Futures normes, amendements de normes et interprétations

Le Groupe n'a pas appliqué, par anticipation, les autres normes, amendements ou interprétations applicables pour les exercices postérieurs au 31 mars 2020, qu'ils soient ou non adoptés par l'Union européenne.

Règles particulières retenues pour les arrêtés intermédiaires

Les produits perçus et les charges encourues de façon saisonnière ou cyclique pendant un exercice ne sont ni anticipés ni différés à une date intermédiaire s'il n'est pas approprié de les anticiper ou de les différer à la fin de l'exercice. Les conséquences comptables de cette saisonnalité des opérations selon les activités sont donc principalement les suivantes :

- **Impôts :**

- . comptabilisation au 31 mars, pour les sociétés bénéficiaires à cette date (activité Domaines skiables essentiellement) d'une charge d'impôt calculée sur la situation réelle, après prise en compte des déficits reportables existants effectivement récupérables ;
- . comptabilisation au 31 mars, pour les sociétés déficitaires par nature à cette date (la majorité des Parcs de loisirs), d'un crédit d'impôt latent dû à la perte du semestre. Dans le contexte particulier de la crise sanitaire, il a été constaté un impôt différé actif sur les déficits générés sur la période que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable.
- . pour le calcul du crédit ou de la charge d'impôt, le taux appliqué correspond au taux d'imposition en vigueur dans les pays où le Groupe est présent (soit pour la France, 32,02% en intégrant la contribution sociale sur les bénéfices).

- **Frais de personnel**

Pour les sociétés d'exploitation, le principe est le rattachement au semestre bénéficiaire de l'exercice des charges d'intéressement et de participation des salariés :

- . pour l'activité Domaines skiables, enregistrement au 31 mars de la charge prévisionnelle annuelle,
- . pour l'activité Parcs de loisirs, aucune comptabilisation n'est effectuée au titre de la période arrêtée au 31 mars à l'exception, cependant, des sociétés ayant une activité significative sur toute l'année.

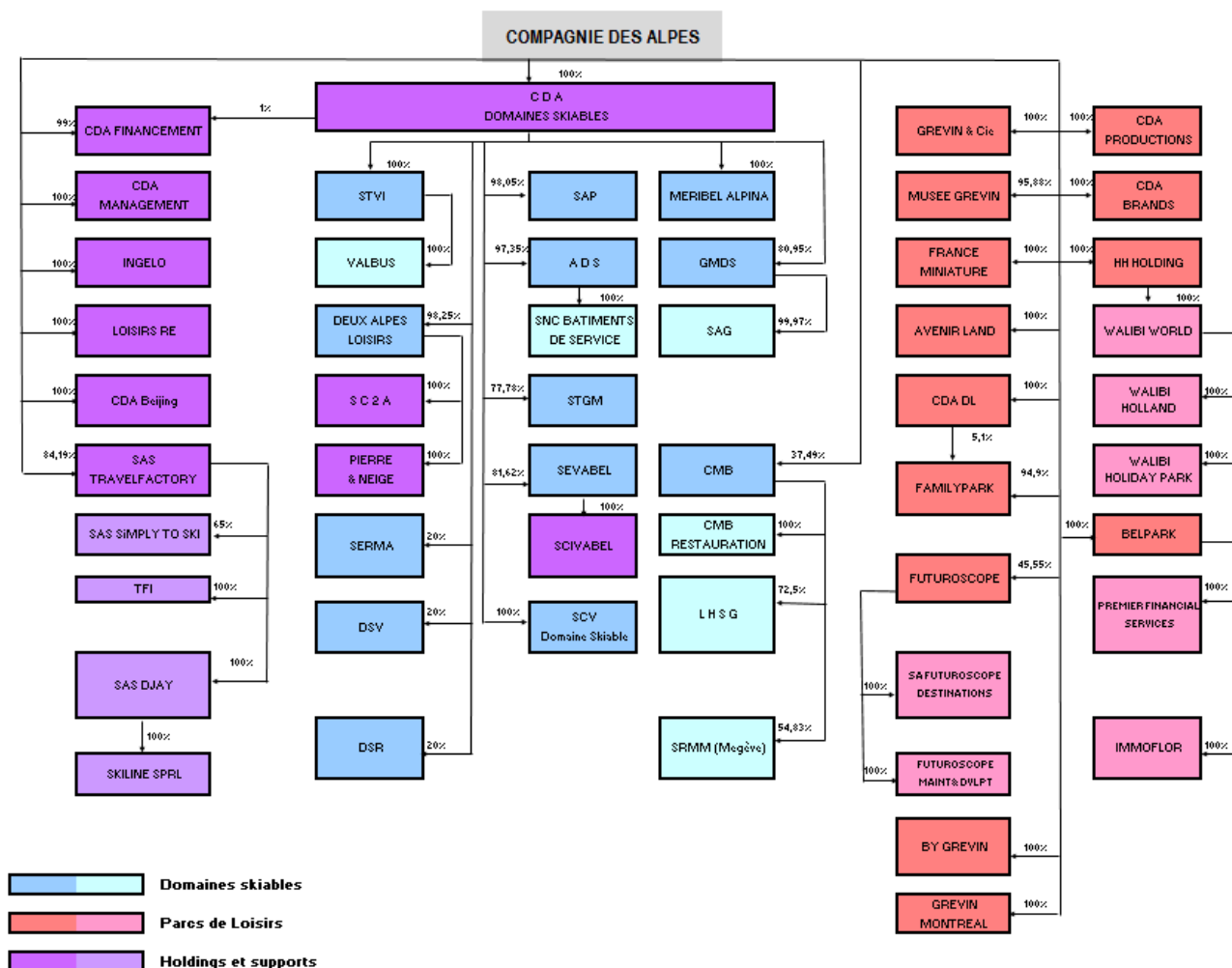
1.3 - Hypothèses clés et appréciations

L'élaboration des comptes consolidés en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction générale pour calculer la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

Les principales sources d'incertitude relatives aux hypothèses-clés et aux appréciations portent sur les écarts d'acquisition (note 5.1), les estimations des valeurs des entreprises associées (note 5.5) et des actifs financiers à la juste valeur (note 5.6), ainsi que sur les impacts de la crise COVID-19 (cf. faits marquants page 6).

2 - ORGANIGRAMME DU GROUPE COMPAGNIE DES ALPES

ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DU GROUPE CDA AU 31 mars 2020



- Compagnie des Alpes détient 97,83% des droits de vote double de Musée Grévin.
- Les pourcentages indiqués ci-dessus correspondent au pourcentage de détention du capital.

3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Aucune variation de périmètre n'est intervenue sur le premier semestre 2020.

Pour rappel, lors du premier semestre 2019, le Groupe avait procédé, le 20 mars 2019, à l'acquisition de la société Familypark, exploitant un parc situé en Autriche. Cette société est incluse dans le périmètre de consolidation au 31 mars 2019, mais n'a pas eu d'impact sur le résultat du premier semestre. L'écart de première consolidation a fait l'objet d'une affectation définitive au 31 mars 2020, dans le délai des 12 mois suivant l'acquisition (cf. note 5.1).

Par ailleurs le Groupe avait décidé de consolider, à compter du 1er octobre 2018, la société Bâtiment de Services, détenue par la société ADS, dont elle détient les bureaux administratifs.

4 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

4.1 - Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires des Domaines skiables est pour l'essentiel constitué des ventes de titres de transport de remontées mécaniques (environ 99% du chiffre d'affaires du métier).

Le chiffre d'affaires des Parcs de loisirs est constitué, d'une part, des ventes de billets d'entrée (environ 51% du chiffre d'affaires du métier) et, d'autre part, des activités restauration, boutiques, services marchands et diverses activités annexes.

La performance par zone géographique est présentée en distinguant les activités françaises des activités hors France basées sur la destination du chiffre d'affaires réalisé.

(en milliers d'euros)

Zone géographique	Domaines skiables	Parcs de Loisirs	Holdings et supports	31/03/2020	31/03/2019
France	350 183	72 842	16 680	439 705	471 636
Hors France	0	30 325	472	30 797	26 556
Total au 31/03/2020	350 183	103 167	17 152	470 502	0
Total au 31/03/2019	384 660	93 131	20 401	0	498 192

Ce chiffre d'affaires correspond à l'activité du Groupe jusqu'au 14 mars 2020, l'intégralité des sites ayant arrêté leur activité à cette date.

4.2 - Excédent Brut Opérationnel par secteur d'activité

L'excédent brut opérationnel s'analyse comme suit :

EBO

(en milliers d'euros)	Domaines skiables		Parcs de Loisirs		Holdings & Supports		TOTAL	
	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019
Chiffre d'affaires	350 183	384 660	103 167	93 131	17 152	20 401	470 502	498 192
Excédent Brut Opérationnel (1)	175 604	194 725	-13 293	-15 654	-14 064	-13 629	148 247	165 442
Marge opérationnelle (EBO/CA)	50,1%	50,6%	NS	NS	NS	NS	31,5%	33,2%

(1) Les données 2020 sont établies en application de la norme IFRS16 « contrats de location ». Les changements liés à l'application de cette nouvelle norme sont présentés en note 7.

Par ailleurs, ces indicateurs sont complétés par le niveau des investissements industriels, par secteur, et leur poids relatif par rapport au chiffre d'affaires.

(en milliers d'euros)	Domaines skiables		Parcs de Loisirs		Holdings & Supports		TOTAL	
	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019
Investissements industriels nets	50 129	68 601	38 844	38 810	2 409	895	91 381	108 307
Taux d'investissement (Inv/CA)	14,3%	17,8%	37,7%	41,7%	14,0%	4,4%	19,4%	21,7%

4.3 - Coût de l'endettement, autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	31/03/2020	31/03/2019
Charges d'intérêts sur emprunts	-4 345	-3 922
Charges d'intérêts sur dette de loyers	-1 142	0
Coût de l'endettement net	-5 487	-3 922
Pertes sur opérations financières	0	-834
Autres résultats financiers	-188	-203
Résultat de change	-492	32
Effet sur le résultat des titres évalués en JVR (1)	988	-937
Dividendes perçus	108	143
Autres produits et charges financiers	416	-1 799

(1) Y compris les provisions pour pertes des filiales

4.4 - Charge d'impôt

La charge d'impôt se décompose en :

(en milliers d'euros)	31/03/2020	31/03/2019
Impôt exigible	-35 704	-37 335
Impôt différé	8 434	939
TOTAL	-27 270	-36 396

Le rapprochement entre le taux normal d'impôt en France et le taux effectif constaté est présenté ci-après (le taux effectif correspond au montant de l'impôt rapporté au résultat net des sociétés intégrées, y compris le résultat des activités abandonnées prises en compte dans l'intégration fiscale, avant l'impôt et avant prise en compte des pertes de valeur sur écarts d'acquisition).

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt se résume comme suit :

	31/03/2020	31/03/2019
Résultat avant impôt	78 048	105 859
Taux d'impôt en vigueur	31,00%	33,33%
Charge d'impôt théorique	24 195	35 286
Effet des :		
Ecarts sur les taux d'imposition par rapport au taux théorique	1 508	624
Charges non déductibles / produits non taxables	3 138	1 609
Déficits reportables non activés	773	941
Résultat des entreprises associées comptabilisé net d'impôts	-2 675	-1 946
Autres	332	-118
Total charge d'impôt	27 270	36 396

4.5 - Quote-Part dans le résultat des entreprises sociétés associées

La quote-part de résultat des entreprises associées se décompose comme suit :

(en millions d'euros)

Sociétés	Pays	Quote part résultat de sociétés associées
31/03/2019		
Groupe Cie du Mont-Blanc	France	2,0
SERMA (Avoiaz)	France	2,4
DSV (Valmorel)	France	0,8
DSR (La Rosière)	France	0,6
TOTAL		5,8
31/03/2020		
Groupe Cie du Mont-Blanc	France	5,0
SERMA (Avoiaz)	France	2,4
DSV (Valmorel)	France	0,7
DSR (La Rosière)	France	0,6
TOTAL		8,6

5 - INFORMATIONS SUR LE BILAN CONSOLIDE

5.1 - Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Pertes de valeur	Valeur nette
Au 30/09/2018	307 198	-13 063	294 135
Variation de périmètre	41 203	0	41 203
Autres variations	-3 826	0	-3 826
Au 30/09/2019	344 575	-13 063	331 512
Variation de périmètre	0	0	0
Autres variations	-8 373	-2 781	-11 154
Au 31/03/2020	336 202	-15 844	320 358

La colonne « Pertes de valeur » intègre la dépréciation de l'écart d'acquisition du sous-groupe TravelFactory pour 2 781 K€ intervenue au 31 mars 2020 (cf. paragraphe relatif aux tests de dépréciation ci-après).

L'acquisition de la société Familypark a dégagé un écart de première consolidation d'un montant de 41,6 M€ dont l'affectation a été déterminée comme suit :

(en K€)

ÉCART DE PREMIÈRE CONSOLIDATION INITIAL	41 203
Complément de prix versé au cours du premier semestre 2020	436
ÉCART DE PREMIÈRE CONSOLIDATION FINAL	41 639
<hr/>	
Evaluation de la marque Familypark	12 945
Provision pour charges	- 1 200
Impôts différés	- 2 936
SOUS-TOTAL AFFECTÉ	8 809
Goodwill résiduel	32 830
ÉCART DE PREMIÈRE CONSOLIDATION	41 639

Au 31 mars 2020, les écarts d'acquisition nets se répartissent comme suit, par grands pôles d'activité du Groupe.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2020	30/09/2019
Domaines skiables	132 155	132 155
Parcs de Loisirs	183 630	192 003
Holdings et supports	4 573	7 354
TOTAL	320 358	331 512

5.1.1 -

5.1.2 - Modalités de réalisation des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs

Dans l'environnement de crise créé par le COVID-19, le Groupe fait face à un grand nombre d'incertitudes qui rendent extrêmement compliquée l'appréciation des différents impacts sur les résultats du Groupe à très court terme. Ces impacts dépendront de multiples facteurs et notamment de la date de reprise de nos activités, des mesures de prévention décidées par les gouvernements des pays où le Groupe exerce ses activités, et après déconfinement, de l'impact que cette crise aura à court terme sur le consommateur.

La crise sanitaire liée au Covid-19 s'est traduite au premier semestre 2020 par un arrêt des activités du Groupe au 14 mars qui a pesé sur la performance opérationnelle du Groupe (cf. Faits marquants). Conjugué à la chute des cours de bourse, ces éléments constituent un indice de perte de valeur.

Dans la mesure où les informations connues à ce jour ne permettent pas d'estimer de façon précise les conséquences sur les projections, les valeurs des goodwill ont été appréciées à partir :

- i) des travaux réalisés lors l'exercice clos au 30 septembre 2019,
- ii) mis à jour sur base d'estimation
- iii) et complétés des analyses de sensibilité décrites dans la note ci-après,
- iv) et après prise en compte des taux d'actualisation recalculés au 31 mars 2020.

Dans ce contexte d'incertitude, le Groupe a modélisé des scénarii dégradés qui impactent les projections de cash-flows du Groupe à court terme mais qui s'atténuent au-delà de l'année trois du plan et impactent peu les cash-flows normatifs.

Le Groupe a effectué une mise à jour de ses plans d'affaires 2020-2024, servant de base aux tests de dépréciation, en y intégrant des scénarii de dégradation de l'activité, dont :

- (i) une baisse de l'activité en 2019-20 sur les Domaines skiables
- (ii) une réouverture des Parcs de loisirs au 1^{er} août 2020.

Le scénario envisagé prend également en compte :

- (iii) une dégradation de l'activité des Domaines skiables en 2020 (de l'ordre de -15% par rapport au plan d'affaires précédent)
- (iv) alors que l'activité des Parcs de loisirs serait impactée à concurrence de -35 sur le mois d'août 2020 et ensuite -30% jusqu'au printemps 2021. L'activité ne retrouve un niveau comparable avec celui d'avant crise qu'au terme d'une période de deux ans.

Les risques étant reflétés dans les flux de trésorerie de chaque activité, un taux d'actualisation unique a été déterminé pour les deux activités testées. Ce taux, qui s'élève à 6,75%, a été déterminé en s'appuyant sur les analyses d'experts externes mis à jour au 31 mars 2020.

Un taux de WACC de 11% a été retenu pour les tests de dépréciation relatifs au sous-groupe TravelFactory, afin de prendre en compte le niveau de risque de son activité de tour-opérateur.

Au-delà de la période de cinq ans du plan, la valeur terminale reste calculée sur la base d'une rente à l'infini avec un taux moyen de croissance de l'activité entre 1 % et 2 % (ce dernier étant ajusté en fonction des évolutions propres de chaque entité et de leur positionnement). Ce taux de croissance est estimé raisonnable pour le secteur des loisirs à moyen et long terme.

5.1.3 - Résultats des tests de valeur réalisés

Les tests réalisés sur les secteurs d'activité Domaines skiabiles et Parcs de loisirs indiquent l'absence de dépréciation à constater.

- Sensibilité globale au WACC et au taux de croissance à l'infini :

Des tests de sensibilité sont effectués en faisant varier les hypothèses de base d'évolution des plans d'affaires (évolution du chiffre d'affaires) d'une part, ou du taux d'actualisation, d'autre part.

Il est rappelé que les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des secteurs d'activité afin de refléter la mesure de création de valeur, le suivi de la performance et le niveau de prise de décisions stratégiques au sein du Groupe.

- Sensibilité globale des tests au WACC et au taux de croissance

Domaines skiabiles (hors mises en équivalence)

Le tableau ci-dessous fait apparaître la différence positive entre les valeurs d'utilité et les valeurs testées (prix de revient consolidé pour 578,7 M€).

Taux de croissance LT	Taux d'actualisation		
	6,25%	6,75%	7,25%
1,1%	248,5	165,8	97,1
1,6%	335,0	235,6	154,3
2,1%	443,0	320,7	222,9

Parcs de loisirs

Le tableau ci-dessous fait apparaître la différence positive entre les valeurs d'utilité et les valeurs testées (prix de revient consolidé pour 467 M€).

Taux de croissance LT	Taux d'actualisation		
	6,25%	6,75%	7,25%
1,5%	202,0	106,1	27,1
2,0%	304,4	187,6	93,3
2,5%	434,0	288,3	173,5

Sur l'ensemble du Groupe, les analyses de sensibilité présentées indiquent que la valeur recouvrable des 2 secteurs opérationnels et du regroupement « Holdings et supports » reste supérieure aux fonds propres du Groupe.

Ces valorisations sont confortées, en interne, par des tests complémentaires (y compris analyses de sensibilité) réalisés sur les critères suivis en interne (à savoir les investissements et le taux de marge).

Le Groupe s'est également assuré qu'une réfaction additionnelle des résultats en année terminale ne modifierait pas les conclusions des tests d'impairment.

Concernant le dernier secteur, Holdings et supports, il comporte des sociétés ayant des activités différentes qui sont testées individuellement ou par sous-groupe regroupant des sociétés ayant des activités similaires (tour-opérateur, activités de conseil).

Les test d'impairment ont conduit à déprécier l'écart d'acquisition relatif au groupe TravelFactory à concurrence de 2,8 M€, cette charge étant incluse dans les autres produits et charges opérationnels au 31 mars 2020.

5.2 - Immobilisations incorporelles

Par nature, les actifs incorporels se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2019	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Autres variations	Au 31/03/2020
Valeurs brutes							
Droits d'usage	89 809	0	0			0	89 809
Logiciels	40 378	814	-1 657			2 540	42 075
Fonds commerciaux	9 473	0	0			0	9 473
Enseignes et marques	29 288	0	0			12 945	42 233
Contrats et relations clients attachés	2 637	0	0			0	2 637
Concession échangeur Parc Astérix	6 290	0	0			0	6 290
Films et œuvres cinématographiques	15 212	452	-84			205	15 785
Autres immobilisations incorporelles	19 469	491	0			204	20 165
Immobilisations incorporelles en cours	3 021	2 560	0			-2 596	2 985
Sous-Total des valeurs brutes	215 577	4 317	-1 741			13 298	231 451
Amortissements et dépréciations							
Amort. Droits d'usage	-77 823			-1 012	0	0	-78 835
Amort. /Logiciels	-32 499			-2 415	1 656	1	-33 258
Amort. Fonds commerciaux	-7 781			-68	0	0	-7 919
Amort. Contrats et relations clients attachés	-461			-132	0	0	-593
Amort. Concession échangeur Parc Astérix	-1 958			-32	0	0	-1 990
Amort. Films et œuvres cinématographiques	-13 158			-887	84	0	-13 961
Amort. Autres immobilisations incorporelles	-13 072			-992	0	-1	-14 064
Sous-Total des amortissements et dépréciations	-146 822			-5 538	1 740	0	-150 620
Valeurs nettes	68 755	4 317	-1 741	-5 538	1 740	13 298	80 831

Les investissements du premier semestre 2020 sont principalement composés de droits d'exploitation (2,6 M€) et de logiciels informatiques (0,8 M€).

La colonne Autres variations inclut la marque Familypark pour un montant de 12,9 M€, évaluée dans le cadre des travaux d'affectation du prix d'acquisition, sur la base d'un taux de redevance de 4,2% et d'un taux d'actualisation de 8,5%.

5.3 - Immobilisations corporelles (en propre et du domaine concédé)

Par nature, les actifs corporels se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2019	Acquisitions	Subventions	Cessions	Dotations	Reprises	Autres	Au 31/03/2020
Valeurs brutes								
Terrains et aménagements	79 403	53					6	79 462
Travaux de pistes	126 584	593					3 016	130 193
Enneigement artificiel	186 208	2 660			-6		6 156	195 018
Immeubles, bureaux, commerces, locaux	442 183	4 111		-904			10 996	456 386
Remontées mécaniques	939 430	1 181		-1 810			34 191	972 992
Engins de damage	50 853	6 892		-4 324			1 509	54 930
Attractions	439 969	2 604		-5 731			-2 642	434 200
Matériels et mobiliers	208 084	3 557		-1 532			1 798	211 906
Autres immobilisations corporelles	92 347	1 023	-1 528	-669			281	91 454
Immobilisations corporelles en cours	110 671	62 708		-62			-57 958	115 359
Avances et acomptes versés sur immobilisations	1 660	278					-1 350	588
Sous-Total des valeurs brutes	2 677 391	85 660	-1 528	-15 038			-3 997	2 742 488
Amortissements								
Terrains et aménagements	-34 338				-1 038			-35 376
Travaux de pistes	-60 868				-1 898		1	-62 765
Enneigement artificiel	-123 604				-3 431	6	-1	-127 030
Immeubles, bureaux, commerces, locaux	-265 117				-7 770	847		-272 040
Remontées mécaniques	-543 083				-18 575	1 821		-559 837
Engins de damage	-33 849				-3 593	4 209	125	-33 108
Attractions	-236 530				-10 954	5 731	1 470	-240 282
Matériels et mobiliers	-151 008				-10 831	1 466	381	-159 992
Autres immobilisations corporelles	-75 248				-2 637	1 065	5	-76 816
Sous-Total des amortissements	-1 523 645				-60 727	15 145	1 981	-1 567 246
VALEURS NETTES	1 153 746	85 660	-1 528	-15 038	-60 727	15 145	-2 016	1 175 242
Valeurs brutes immobilisations en propre	1 220 320	57 265	-316	-10 753			-3 166	1 263 350
Amortissements immobilisations en propre	-706 375				-31 665	10 748	1 883	-725 409
VALEURS NETTES IMMOBILISATIONS EN PROPRE	513 945	57 265	-316	-10 753	-31 665	10 748	-1 283	537 941
Valeurs brutes immobilisations domaine concédé	1 457 071	28 395	-1 212	-4 285			-831	1 479 138
Amortissements immobilisations domaine concédé	-817 270				-29 062	4 397	98	-841 837
VALEURS NETTES IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE	639 801	28 395	-1 212	-4 285	-29 062	4 397	-733	637 301
VALEURS NETTES	1 153 746	85 660	-1 528	-15 038	-60 727	15 145	-2 016	1 175 242

Les investissements bruts de la période s'élèvent à 85,7 M€ et s'analysent principalement de la façon suivante :

- Pour le secteur Domaines skiables (38,4 M€), il s'agit de la fin des programmes d'investissement préalables à la saison d'hiver 2019/2020. Ils correspondent, pour l'essentiel, aux investissements relatifs à l'aménagement des Domaines skiables (travaux de pistes, remontées mécaniques, neige de culture).
- Pour le secteur Parcs de loisirs (47,4 M€), il s'agit d'investissements mis en exploitation pour la saison printemps-été 2019, notamment dans le cadre de nouvelles attractions et de l'entretien des parcs.
- Enfin, la colonne « Autres » contient essentiellement l'affectation des immobilisations en cours au 31 mars 2020, les mises au rebut et les écarts de conversion.

5.4 - Informations par secteur et zone géographique pour les immobilisations incorporelles et corporelles (valeurs nettes)

(en milliers d'euros)

REGION OU PAYS		Domaines Skiables	Parcs de Loisirs	Holdings & supports	31/03/2020	30/09/2019
FRANCE		707 063	285 815	22 338	1 015 216	996 474
AUTRES (hors France)		0	240 755	102	240 857	226 027
TOTAL des immobilisations corporelles et incorporelles		707 063	526 570	22 440	1 256 073	1 222 501
Immobilisations incorporelles	Note 5.2	10 094	58 027	12 710	80 831	68 755
Immobilisations corporelles	Note 5.3	696 969	468 543	9 730	1 175 241	1 153 745
TOTAL des immobilisations corporelles et incorporelles au bilan		707 063	526 570	22 440	1 256 073	1 222 501

5.5 - Participations dans les entreprises associées

(en milliers d'euros)	31/03/2020	30/09/2019
Valeur des titres au début de la période	82 011	75 959
Variation de périmètre et divers	448	-785
Résultat de la période	8 627	8 863
Dividendes versés	-2 072	-2 026
Valeur des titres à la fin de la période	89 013	82 011

5.6 - Actifs financiers et autres actifs courants et non courants

(en milliers d'euros)	31/03/2020			30/09/2019		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Actifs financiers						
Titres disponibles à la vente						
Titres de sociétés contrôlées non consolidées	11 514		11 514	9 973		9 973
Titres de sociétés non contrôlées évaluées en juste valeur par résultat	1 439		1 439	1 677		1 677
Titres de sociétés non contrôlées évaluées en juste valeur par capitaux propres	10 562		10 562	10 558		10 558
Prêts et créances rattachés à des participations	37 196		37 196	36 651		36 651
Dépôts et cautionnements	1 475		1 475	1 466		1 466
Dérivés sur opérations de financement		58	58		137	137
Autres actifs financiers	254	163	417	398	149	547
Valeurs brutes	62 440	221	62 661	60 723	286	61 009
Dépréciations	-2 813		-2 813	-2 558		-2 558
Actifs financiers nets	59 627	221	59 848	58 165	286	58 451
Subventions d'investissement à recevoir		3 563	3 563		2 628	
Créances sur cessions d'immobilisations corporelles		1 738	1 738		2 827	
Charges constatées d'avance		10 052	10 052		7 664	
Créances d'impôt et de CICE		3 966	3 966		11 420	
Autres actifs	0	19 319	19 319	0	24 539	24 539
Total actifs financiers courants et non courants	59 627	19 540	79 167	58 165	24 825	82 990

5.7 - Capitaux propres

5.7.1 - Titres d'auto-contrôle

En exécution du programme de rachat d'actions propres autorisé par l'Assemblée générale mixte du 7 mars 2019, la CDA détenait au 31 mars 2020, dans le cadre d'un contrat de liquidité :

- 27 797 actions représentant une valeur comptable brute de 437 K€,
- un encours de trésorerie de 226 K€ (en principal et intérêts courus).

5.7.2 - Options de souscriptions d'actions et attributions d'actions de performance

Au 31 mars 2020, il existe 65 450 actions de performance non encore définitivement attribuées et dont la création dépend de critères de performance. Il n'existe pas d'option d'achat d'action, toutes les options et attributions d'actions de performance sont réglées par capitaux propres.

Les principales caractéristiques des plans de souscription d'options et d'attribution d'actions de performance au 31 mars 2020 sont décrites ci-après :

Encours au 31/03/2020

PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS DE PERFORMANCE *			
	Plan n° 21	Plan n° 22	Total
Date de l'Assemblée	08/03/2018	08/03/2018	
Date de mise en œuvre (décision du Conseil d'Administration)	23/03/2018	25/04/2019	
Nombre d'actions pouvant être souscrites à l'origine	65 100	67 050	
Dont Conseil d'Administration	0	0	
Nombre de bénéficiaires	158	165	
Date d'acquisition des actions de performance	23/03/2020	25/04/2021	
Nombre d'actions de performance définitivement acquises	53 050	0	
Actions de performance radiées ou annulées	12 050	2 000	
Actions de performance restantes	0	65 050	65 050

(*) dont l'octroi est lié à des conditions économiques

En cumul, l'évolution des attributions d'actions de performance se résume comme suit :

Attributions d'actions de performance	au 31/03/2020	au 30/09/2019
Droits attribués en début de période	122 650	116 350
Droits attribués	0	67 050
Droits radiés	-4 550	-10 800
Actions acquises	-53 050	-49 950
Ajustements attributions	0	0
Droits attribués en fin de période	65 050	122 650

5.8 - Provisions

5.8.1 - Provisions à caractère non courant

Les provisions à caractère non courant sont constituées des éléments suivants :

	Résultat				31/03/2020
	30/09/2019	Dotations	Reprises	Autres	
Retraites	56 094	1 986	-1 100	-3 192	53 788
Autres risques non courants	13 105	254	-112	1 200	14 447
TOTAL	69 199	2 240	-1 212	-1 992	68 235

Le montant des provisions pour retraite représente les engagements du Groupe sur les droits acquis par les salariés, nets des versements effectués à des fonds d'assurance. La variation du poste retraite inscrite dans la colonne « Autres » résulte de la comptabilisation par capitaux propres des pertes/gains actuariels de la période, à savoir principalement l'évolution du taux d'actualisation (1% au lieu de 0,5% au 30 septembre 2019).

Les provisions pour autres risques non courants couvrent notamment les provisions pour remise en état de site (pour 8,3 M€). La colonne Autres comprend un engagement pris par la société Familypark, pour un montant de 1,2 M€, valorisé dans le cadre de l'affectation de l'écart de première consolidation.

5.8.2 - Provisions à caractère courant

Les provisions courantes couvrent les risques directement liés à l'exploitation des sites du Groupe. La variation des provisions à caractère courant est constituée des éléments suivants :

	Résultat				31/03/2020
	30/09/2019	Dotations	Reprises	Autres	
Provisions pour gros entretien	7 963	1 379	-280	-	9 062
Autres	6 736	838	-1 980	-	5 594
TOTAL	14 699	2 217	-2 260	-	14 656

Les provisions pour gros entretien concernent uniquement les Domaines skiables ; elles sont destinées à couvrir les travaux relatifs aux remontées mécaniques en affermage.

Les autres provisions courantes concernent, pour l'essentiel, des litiges en cours et des provisions pour situations nettes négatives de sociétés non consolidées (1,8 M€).

5.9 - Dettes financières

5.9.1 - Décomposition des dettes financières brutes et de la dette nette

(en milliers d'euros)	31/03/2020			30/09/2019		
	Non courantes	Courantes	Total	Non courantes	Courantes	Total
Emprunts obligataires	259 478		259 478	259 426		259 426
Emprunts auprès des établissements de crédit	83 910	87 885	171 795	90 923	154 868	245 791
Autres emprunts et dettes assimilées	700		700	801		801
Emprunts par crédit-bail	4		4	1 157		1 157
Intérêts courus		3 961	3 961		2 781	2 781
Soldes créditeurs de banques et assimilés		38 798	38 798		48 676	48 676
Participation des salariés	2 980		2 980	2 893		2 893
Divers	338	1 333	1 672	1 183	102	1 285
TOTAL hors IFRS 16	347 410	131 977	479 388	356 383	206 427	562 810
Dette de loyers IFRS 16	102 018	10 537	112 555			
TOTAL	449 428	142 514	591 943	356 383	206 427	562 810

Structure de l'endettement

La dette à taux fixe correspond, essentiellement, aux emprunts obligataires souscrits par CDA et CDA Financement (260 M€) et d'un financement bancaire de 23,75 M€.

La dette à taux variable est composée d'un financement bancaire de 72 M€ ainsi que de tirages sur le programme de NEU CP et sur des lignes bancaires court terme.

Les dettes financières se répartissent, par échéance, de la manière suivante :

(en M€)	TOTAL	- d'un an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ de 5 ans
31/03/2020 (Avec IFRS16)	591,9	142,5	50,6	36,2	22,1	168	172,5
31/03/2020 (Hors IFRS16)	479,4	132	40,3	25,9	11,8	158,6	110,8
30/09/2019 (Hors IFRS16)	562,8	206,4	27,7	33,8	21,5	112,2	161,2

Dettes obligataires

La dette obligataire de la Compagnie des Alpes d'un montant de 260 M€ se décompose comme suit :

- Un emprunt d'un montant de 65 M€ émis sur le marché de l'US PP, en droit français, pour une durée moyenne de 10 ans et une échéance finale à 12 ans ;
- Un emprunt d'un montant de 45 M€ émis sur le marché de l'Euro PP pour une durée de 8 ans ;
- Un emprunt d'un montant de 50 M€ émis sur le marché de l'US PP, en droit français, pour une durée moyenne de 10 ans et une échéance finale à 12 ans ;
- Un emprunt d'un montant de 100 M€ émis en mai 2014 sur le marché de l'Euro PP, d'une maturité de 10 ans.

Au 31 mars 2020, la juste valeur des quatre emprunts obligataires se détaille comme suit :

- Emprunt obligataire 2014 : 108,2 M€
- Emprunt Euro PP 2017 : 46,7 M€
- Emprunt US PP 2017 : 53,6 M€
- Emprunt US PP 2019 : 78,2 M€

Dettes bancaires amortissables

La dette bancaire amortissable d'un montant de 95,8 M€ se décompose de la façon suivante :

- Un crédit à terme amortissable de 80 M€ mobilisé en totalité le 31 octobre 2017 dont le capital restant dû est égal à 72 M€ au 31 mars 2020. Ce crédit a été souscrit auprès des partenaires bancaires historiques du Groupe, auquel s'est ajoutée une banque chinoise. Ce prêt est pour 50% à échéance à 5 ans et 6 ans pour les 50% restants ;
- Un crédit à terme amortissable d'un montant de 25 M€ mobilisé en totalité le 18 octobre 2017 dont le capital restant dû est égal à 23,75 M€ au 31 mars 2020. Ce crédit a été consenti par un nouveau partenaire bancaire français, avec une échéance finale à 7 ans.

Dette bancaire in Fine

La dette bancaire in fine d'un montant de 5 M€ correspond en totalité à un crédit à terme, mobilisé le 23 mars 2020 et consenti par un partenaire autrichien avec une échéance finale à 6 ans.

Financement de marché

La Compagnie des Alpes a mis en place un programme d'émission de Titres négociables à court terme (Negotiable European Commercial Paper – NEU CP), d'un montant maximum de 240 M€, qui a été enregistré le 4 février 2019 auprès de la Banque de France.

Ce programme est sécurisé par la ligne de crédit revolving d'un montant de 250 M€ (échéance mai 2023), à laquelle a été ajoutée une sous-limite swingline de 80 M€.

Le programme est animé par 4 Agents Placeurs (BNP Paribas, CACIB, CIC et Société Générale), et l'Agent domiciliataire est CACEIS Corporate Trust.

L'encours au 31 mars 2020 est de 65 M€.

Dette bancaire revolving

Le Groupe dispose d'un crédit renouvelable d'un montant maximum de 250 M€ à échéance le 6 mai 2023. Le crédit renouvelable n'est pas tiré au 31 mars 2020.

Par ailleurs, dans l'objectif de renforcer la liquidité du programme de NEU CP, une sous-limite de swingline de 80 M€ a été ajoutée au crédit renouvelable.

Instruments de couverture

Le Groupe a négocié des contrats de couverture de taux (adossés à la dette) au regard de ses engagements à taux variable.

Au 31 mars 2020, les couvertures mises en place se montent à 97 M€.

Les instruments de couverture utilisés sont constitués de deux swaps à taux fixe et d'un achat de CAP ajusté :

- deux swaps représentant 72 M€ de dette couverte, respectivement 0,35% à échéance 2023 et 0,27% à échéance 2022, activés à la mobilisation du financement de 80 M€ du 31 octobre 2017 (amortit à hauteur de 8 M€ au 31 mars 2020) ;
- achat de CAP ajusté de 25 M€, au prix d'exercice de 0,25% et à échéance 3 ans avec une date de départ le 1er juin 2018. A noter que le CAP est inactif au 31 mars 2020.

Liquidité

Le Groupe Compagnie des Alpes anticipe ses besoins de financement : lors de l'établissement de ses plans pluriannuels, la Direction financière veille à disposer à tout moment de ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements et faire face à tout événement exceptionnel.

À moyen terme, le Groupe Compagnie des Alpes bénéficie d'un endettement diversifié décrit précédemment, basé sur un volant de financements bancaires et désintermédiés (prêts d'un pool bancaire, prêts bilatéraux bancaires, prêts obligataires, crédit renouvelable) dont les échéances sont lissées dans le temps.

A court terme, la liquidité est assurée par le recours à des lignes de découvert bancaires renouvelables annuellement et qui ne sont pas soumises à des covenants, et ou par un programme de NEU CP (« Negotiable European Commercial Paper ») plafonné à 240 M€.

Au 31 mars 2020, le Groupe dispose d'un volant significatif de financements non tirés :

- au titre de financements moyen et long terme, 185 M€ sont mobilisables à tout instant :

- par ailleurs, le montant des ressources court terme disponibles utilisables à tout instant sous forme de découvert s'élève à 119 M€.

Informations sur les clauses d'exigibilité

- **Covenants bancaires**

Les emprunts obligataires et bancaires souscrits en 2017 et 2019, ainsi que le crédit renouvelable, sont soumis à un covenant commun. Il correspond au ratio financier « Dette nette consolidée/EBO consolidé » actualisé deux fois par an, au 31 mars et au 30 septembre, qui doit être inférieur à 3,5.

Au 31 mars 2020, ce ratio est respecté.

	Covenant	Ratio au 31/03/2020
Dette nette consolidée /EBO consolidé (1)	< 3,50	2,23

(1) Données présentées Hors IFRS16

- **Autres clauses d'exigibilité**

Les autres clauses d'exigibilité concernent pour l'essentiel :

- La détention directe ou indirecte de la Compagnie des Alpes par la Caisse des Dépôts et Consignations (qui doit être a minima égale à 33,34 % du capital et des droits de vote de la CDA) ;
- La détention de CDA Financement par la Compagnie des Alpes qui doit rester supérieure ou égale à 99,9 % ;

Toute prise de participation par une ou plusieurs personnes agissant de concert, autres que la Caisse des Dépôts et Consignations viendrait à acquérir au moins 33,34 % du capital et des droits de vote de la Compagnie des Alpes.

Informations sur les taux d'intérêt

(en millions d'euros)	31/03/2020		30/09/2019	
	Montant	Taux	Montant	Taux
Dette à taux fixe	364,4	2,01%	399,2	2,12%
Dette financière à taux variable	110,4	0,42%	159,4	0,60%
Participation et divers	4,7		4,2	
Total Hors IFRS 16	479,4	1,57%	562,8	1,72%
Divers IFRS16	112,5			
Total avec IFRS 16	591,9			

5.10 - Instruments financiers par catégorie, juste valeur et effets en résultat :

La norme IFRS 9 applicable à partir de 2018 définit 3 catégories d'instruments financiers :

- les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ;
- les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat net ;
- les prêts et créances évalués au coût amorti.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont ventilés selon les niveaux de juste valeur suivants :

- le niveau 1 qui comprend les évaluations basées sur un prix coté sur un marché actif ; en règle générale, la valeur de marché correspond au dernier cours coté ;
- le niveau 2 qui comprend les évaluations basées sur des données observables sur le marché, non incluses dans le niveau 1 ;
- le niveau 3 qui comprend les évaluations basées sur des données non observables sur le marché ; en règle générale, la valorisation des titres de sociétés non contrôlées est basée sur la quote-part de situation nette.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture semestrielle au 31 mars 2020 (derniers états disponibles) et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

Il n'a été procédé à aucun transfert d'instrument financier entre le niveau 1 et le niveau 2 ni à aucun transfert vers ou en dehors du niveau 3 au 31 mars 2020.

ACTIFS FINANCIERS ET AUTRES ACTIFS	Notes	Valeur au bilan				Juste valeur des actifs financiers au coût amorti	Niveau de Juste valeur des actifs financiers à la juste valeur		
		Juste valeur par résultat net (1)	Juste valeur des instruments de couverture (1)	Instruments de capitaux propres - Juste valeur par autres éléments du résultat global (1)	Coût amorti (1)		Niveau 1	Niveau 2 (3)	Niveau 3
(en milliers d'euros)									
Créances clients					30 138	(2)			
Créances sociales et fiscales					32 216	(2)			
Autres créances d'exploitation					22 379	(2)			
Créances d'impôt et de CICE					3 966	(2)			
Autres créances					15 353	(2)			
Prêts et créances rattachées à des participations					34 488	(2)			
Dépôts et cautionnements					1 475	(2)			
Autres actifs financiers					312	(2)			
Trésorerie et équivalent de trésorerie					14 077	(2)			
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI		0	0	0	154 404				
Titres de sociétés non contrôlées				10 562					10 562
Dérivés sur opérations de financements			58				58		
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES		0	58	10 562	0	0	58	0	10 562
Titres de sociétés non contrôlées		1 439							1 439
Titres de sociétés contrôlées non consolidées		11 514						6 825	4 689
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR RESULTAT		12 953	0	0	0	0	0	6 825	6 128
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS		12 953	58	10 562	154 404	0	58	6 825	16 690

- (1) Les actifs financiers sont présentés conformément aux dispositions de la norme IFRs 9 « Instruments financiers » en vigueur au 1^{er} octobre 2018 ou selon leur norme de référence.
- (2) Le Groupe n'indique pas la juste valeur des actifs financiers tels que les créances d'exploitation, les créances d'impôt, les autres créances ou la trésorerie et les équivalents de trésorerie, car leur valeur nette comptable, après dépréciation, est une approximation raisonnable de la juste valeur.
- (3) La juste valeur des agences immobilières a été évaluée en tenant compte de la valeur estimée des fonds de commerce, déterminée sur la base de coefficients observables sur le marché, appliqués au chiffre d'affaires réalisé selon les activités des agences (locations saisonnières, appartement en bail, syndic, transaction,...).

PASSIFS FINANCIERS ET AUTRES PASSIFS (en milliers d'euros)	Notes	Valeur au bilan			Niveau de Juste valeur des passifs financiers à la juste valeur		
		Dérivés de couverture (1)	Autres passifs financiers	valeur des passifs financiers au coût	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dettes fournisseurs exploitation			84 434	(1)			
Dettes fournisseurs d'immobilisation			35 414	(1)			
Dettes fiscales et sociales			91 340	(1)			
Dettes d'impôts			31 171	(1)			
Autres dettes d'exploitation			64 325	(1)			
Autres dettes diverses			309	(1)			
Comptes de régularisation			31 275	(1)			
Emprunts obligataires			259 478	(1)			
Emprunts auprès des établissements de crédit			171 799	(1)			
Autres dettes financières et assimilées			1 499	(1)			
Participation des salariés			2 980	(1)			
Soldes créditeurs de banque			38 795	(1)			
Intérêts courus			3 961				
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI		0	816 780				
Dérivés sur opérations de financements		875			875		
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES		875	0		875		
Dérivés sur opérations de financements							
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR RESULTAT		0	0				
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS		875	816 780		875	0	0

- (1) Le Groupe n'indique pas la juste valeur des passifs financiers tels que les dettes d'exploitation et les autres dettes, les emprunts auprès des établissements de crédit et les autres dettes financières, car leur valeur comptable est une approximation raisonnable de la juste valeur.

6 - INFORMATIONS SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

6.1 - Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/03/2020	31/03/2019
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	Note 5.2	-4 317	-2 478
Acquisitions d'immobilisations corporelles (net de subvention)	Note 5.3	-84 132	-100 002
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-88 449	-102 480
Variations dettes sur immobilisations		-5 393	-8 384
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-93 842	-110 864
Prix de vente des immobilisations incorporelles		0	0
Prix de vente des immobilisations corporelles		1 372	1 025
Créances sur cessions d'immobilisations		1 089	1 532
Cessions d'immobilisations au tableau des flux de trésorerie		2 461	2 557

Le détail des investissements de l'exercice est commenté dans les notes 5.2 et 5.3.

6.2 - Variations des dettes financières

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/03/2020	31/03/2019
Dettes financières au bilan consolidé de l'exercice précédent		562 810	433 942
Variation des dettes de loyers		112 556	0
- emprunts auprès des établissements de crédit		-73 916	109 036
- emprunts par crédit-bail		0	-129
- autres emprunts et dettes assimilées		-319	-104
- autres		609	154
Variation des dettes financières dans le tableau des flux de trésorerie		-73 626	108 957
Variation des soldes créditeurs de banque du semestre		-9 878	-90 262
Divers		301	15 259
Variation totale (toutes les dettes financières)		29 353	33 954
Divers (instruments financiers)		-220	0
Dettes financières au bilan consolidé de l'exercice		591 943	467 896

6.3 - Trésorerie nette

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/03/2020	31/03/2019
Trésorerie à l'actif du bilan		14 077	88 984
Soldes créditeurs de banques et assimilés		-38 795	-11 065
Trésorerie nette dans le tableau des flux de trésorerie		-24 718	77 919

7 - IMPACT DES NOUVELLES NORMES IFRS

Cette note présente les effets de l'application de la nouvelle norme IFRS 16 Contrats de location et de l'interprétation IFRIC 23 Incertitudes relatives aux traitements fiscaux sur les états financiers consolidés du Groupe. Elle décrit également les nouveaux principes comptables appliqués depuis le 1er octobre 2019, lorsqu'ils sont différents des principes appliqués précédemment.

7.1 - Impacts de la norme IFRS16 sur les états financiers

IFRS 16 a été appliquée de façon rétrospective, avec comptabilisation de l'effet cumulatif de première application dans le bilan d'ouverture consolidé au 1er octobre 2019, sans retraitement des périodes comparatives.

Bilan d'ouverture retraité

ACTIF	30/09/2019	Impacts liés à la première application d'IFRS16	01/10/2019
Ecarts d'acquisition (goodwills)	331 512		331 512
Immobilisations incorporelles	68 755		68 755
Immobilisations corporelles	513 944	-1 335	512 609
Immobilisations du domaine concédé	639 801		639 801
Droit d'utilisation de l'actif IFRS16		111 260	111 260
Participations dans des entreprises associées	82 011		82 011
Actifs financiers non courants	58 165		58 165
Impôts différés actifs	9 801		9 801
Actifs non courants	1 703 990	109 925	1 813 915
Stocks	24 296		24 296
Créances d'exploitation	67 949		67 949
Autres créances	13 119	-486	12 633
Impôts courants	11 420		11 420
Actifs financiers courants	286		286
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 320		22 320
Actifs courants	139 390	-486	138 904
TOTAL ACTIF	1 843 380	109 439	1 952 819
PASSIF	30/09/2019	Impacts liés à la première application d'IFRS16	01/10/2019
CAPITAUX PROPRES			
Capital	186 425		186 425
Primes	257 596		257 596
Réserves	423 438		423 438
Capitaux propres - part des actionnaires de la maison-mère	867 459		867 459
Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	60 528		60 528
Total des Capitaux propres	927 987		927 987
Provisions non courantes	69 199		69 199
Dettes financières non courantes	356 383	-1 153	355 230
Dettes de loyers - Part à plus d'un an		102 007	102 007
Impôts différés passifs	22 387	-195	22 192
Passifs non courants	447 969	100 659	548 628
Provisions courantes	14 699		14 699
Dettes financières courantes	206 427		206 427
Dettes de loyers - Part à moins d'un an		10 177	10 177
Dettes d'exploitation	172 925	-90	172 835
Impôts courants	4 759		4 759
Autres dettes	68 613		68 613
Passifs courants	467 424	9 433	476 857
TOTAL PASSIF	1 843 380	109 439	1 952 819

7.2 - Application de la norme IFRS16

7.2.1 Principaux impacts de première application

(a) Impacts à la date de transition

Les contrats de location du Groupe portent principalement sur les terrains et bâtiments . Les contrats sont négociés sur une base individuelle et peuvent inclure des termes et conditions variés.

Au 30 septembre 2019, quasiment tous les contrats du Groupe étaient classés en contrats de location simple et contrats d'affermage. Les paiements au titre de la location étaient constatés en charge de loyers et en charges d'affermage au compte de résultat sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat.

A compter du 1er octobre 2020, le Groupe a appliqué un modèle unique de comptabilisation et d'évaluation pour tous ses contrats de location, à l'exception des contrats conclus pour une courte durée et des contrats portant sur des actifs de faible valeur. Le Groupe a reconnu à son bilan une dette de loyers au titre des paiements locatifs et des droits d'utilisation représentant le droit d'utiliser les actifs sous-jacents.

L'application d'IFRS 16 a conduit le Groupe à constater une dette de loyers d'un montant de 112,8 M€. Elle correspond à la valeur actuelle des loyers restants, actualisés en utilisant le taux marginal d'endettement du preneur au 1er octobre 2019.

La dette de loyers au 1er octobre 2019 se réconcilie comme suit avec les engagements au 30 septembre 2019 :

(en millions d'euros)

Engagements de loyers simples et affermagés au 30 septembre 2019	137
(+) Contrats répondant à la définition d'un contrat de location sous IFRS16	4
(+) Contrats de location sous IAS17 non communiqués dans les engagements	1
(+) Contrat signé sur 1er semestre 2020 avec application rétroactive au 30 septembre 2019	4
(-) Contrats de faible valeur	-2
(-) Effet actualisation	-31
Dette de loyers au 1er octobre 2019	113

Les droits d'utilisation ont été évalués pour un montant égal à la dette de loyers, ajusté des éventuels paiements d'avance ou dettes non encore réglées tels qu'apparaissant au bilan au 30 septembre 2019. Le Groupe a identifié un contrat de location onéreux qui aurait nécessité d'ajuster la valeur du droit d'utilisation au 1er octobre 2019.

(b) Impacts sur la période

La valeur comptable des droits d'utilisation et de la dette de loyers ainsi que les mouvements constatés sur la période se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Droits d'utilisation					Total	Dette de loyers
	Terrains	Constructions	Installations techniques / matériel	Autres immobilisations			
Au 1er octobre 2019	43 881	53 721	12 136	1 522	111 260	112 184	
Augmentation	335	4 138	480	85	5 038	4 949	
Dotations aux amortissements et dépréciations	-1 784	-2 955	-795	-183	-5 717		
Charges d'intérêts sur dette de loyers (1)						1 138	
Paiements de loyers (1)						-6 028	
Ecart de conversion		306			306	312	
Au 31 mars 2020	42 432	55 210	11 821	1 424	110 887	112 555	

(1) : variation des dettes de loyer dans le tableau des flux de trésorerie

Les impacts sur le compte de résultat consolidé s'analysent comme suit :

- Sur le compte de résultat du groupe :

(en milliers d'euros)	31/03/2020			31/03/2019
	Publié	impact IFRS16	sans IFRS16	Publié
Excédent brut opérationnel	148 247	6 399	141 848	165 442
Résultat opérationnel	74 489	638	73 851	105 743
Résultat financier	-5 487	-1 143	-4 344	-3 922

- Sur l'excédent brut opérationnel des métiers :

Excédent Brut Opérationnel (EBO)

(en milliers d'euros)	Domaines skiables		Parcs de Loisirs		Holdings & Supports		TOTAL	
	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2019
EBO publié	175 604	194 725	-13 293	-15 654	-14 064	-13 629	148 247	165 442
Impact IFRS16	1 518		4 098		783		6 399	
EBO sans IFRS16	174 086	194 725	-17 391	-15 654	-14 847	-13 629	141 848	165 442

Les montants comptabilisés en compte de résultat sur le semestre au titre des contrats de location sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er semestre 2020
Loyers immobiliers variables	-5
Loyers des contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur	-3 478
Amortissements et dépréciations des droits d'utilisation	-5 717
Intérêts sur dette de loyers	-1 142
Total	-10 342

Les loyers variables correspondent aux contrats de certains sites dont les paiements sont indexés sur la performance future du site. Le groupe n'anticipe pas de variation significative de sa charge de location variable sur les périodes futures.

7.2.2 Nouveaux principes et méthodes comptables

Les nouveaux principes comptables du Groupe appliqués suite à l'implémentation d'IFRS 16 sont exposés ci-après.

Définition d'un contrat de location

Un contrat est, ou contient, un contrat de location s'il octroie le droit d'utiliser un actif sous-jacent pendant une période déterminée, en échange d'une contrepartie. A la date de conclusion d'un contrat, le Groupe détermine s'il remplit les deux conditions cumulatives suivantes pour être qualifié de contrat de location : son exécution dépend de l'utilisation d'un actif identifié et il confère le droit de contrôler l'utilisation de cet actif identifié.

Les contrats de location sont comptabilisés au bilan du Groupe, avec constatation :

- d'un actif représentant le droit d'utiliser l'actif sous-jacent pendant la durée du contrat,
- d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers.

Droits d'utilisation

Le droit d'utilisation est évalué initialement à son coût à la date de prise d'effet du contrat, i.e. la date à laquelle l'actif sous-jacent est mis à disposition du Groupe. Le coût d'un droit d'utilisation comprend :

- Le montant initial de la dette de loyers,
- Les paiements d'avance, nets le cas échéant des avantages reçus du bailleur,
- Les coûts directs initiaux encourus, et
- Les coûts estimés de remise en état de l'actif loué, si applicable.

Le droit d'utilisation est amorti sur une base linéaire sur la durée la plus courte de sa durée d'utilité et de la durée du contrat. Il est soumis aux tests de dépréciation.

Dette de loyers

La dette de loyers est évaluée initialement pour la valeur actualisée des paiements dus sur la durée du contrat.

Ces paiements comprennent :

- Les loyers fixes (y compris loyers considérés comme fixes en substance) diminués des avantages à recevoir,
- Les loyers variables basés sur un indice ou un taux, et
- Les pénalités de résiliation anticipée lorsque le Groupe est raisonnablement certain d'exercer l'option de sortie à la date de prise d'effet du contrat.

Pour déterminer la valeur actuelle des paiements de loyers, le Groupe utilise son taux marginal d'endettement à la date de prise d'effet du contrat lorsque le taux implicite du contrat n'est pas aisément déterminable. Il s'agit du taux que le preneur obtiendrait pour financer un actif de valeur identique, dans un environnement économique similaire, et sur une durée et avec des garanties similaires.

La dette de loyers est comptabilisée au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. A chaque clôture, elle est augmentée des intérêts de la période et diminuée du montant des paiements effectués.

La dette de loyers est réévaluée en cas de révision des loyers variables basés sur un indice ou un taux, ou lorsque le Groupe modifie son appréciation du caractère raisonnablement certain de l'exercice d'une option de renouvellement ou de résiliation anticipée. Dans un tel cas, la valeur comptable du droit d'utilisation est ajustée pour un montant équivalent ou, si elle a déjà été ramenée à zéro, l'impact est comptabilisé en compte de résultat.

Durée des contrats de location

La durée d'un contrat de location correspond à la période non résiliable, augmentée (ou réduite) des périodes couvertes par une option de renouvellement (ou de résiliation) lorsque cette dernière est raisonnablement certaine d'être exercée. Le management exerce son jugement pour déterminer la durée d'un contrat de location lorsque ce dernier inclut des options de renouvellement exerçables uniquement par le Groupe. Il tient compte de tous les facteurs pertinents qui créent une incitation économique à exercer ou non l'option. Après la date de prise d'effet du contrat, le Groupe peut être amené à réviser la durée d'un contrat en cas d'évènement ou de changement de circonstance significatif sous son contrôle et qui affecte le caractère raisonnablement certain d'exercice (ou de non-exercice) d'une option de renouvellement, ou de résiliation.

Contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur

Le Groupe applique l'exemption de comptabilisation au bilan des contrats de courte durée (i.e. contrats ayant une durée inférieure ou égale à 12 mois, sans option de renouvellement, à leur date de prise d'effet) et des contrats portant sur des actifs de faible valeur (comprenant principalement les locations d'équipements informatiques et les véhicules). Les loyers associés sont constatés en charge au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

7.3 - Application de l'interprétation IFRIC 23

Le Groupe a procédé à une revue de ses positions fiscales afin de déterminer si l'interprétation IFRIC 23 pouvait avoir un impact sur les comptes consolidés du Groupe. Aucun passif d'impôt complémentaire n'a été comptabilisé.

Les principes et méthodes comptables relatifs à l'impôt sur les bénéfices décrits dans les comptes consolidés au 30 septembre 2019 restent inchangés, à l'exception des précisions suivantes :

- Un passif est reconnu dans l'état de la situation financière du Groupe lorsqu'un risque fiscal résultant de positions prises par le Groupe, ou l'une de ses filiales, est considéré comme probable, en supposant que l'administration fiscale dispose de tous les éléments pour mener à bien ses contrôles,
- Le Groupe détermine le niveau qui lui semble le plus pertinent pour apprécier un risque fiscal en fonction des circonstances et de la nature du risque concerné,

- Le cas échéant, le passif reconnu correspond au montant que le Groupe s'attend à payer. Il est évalué en appliquant la méthode qui reflète, pour le Groupe, la meilleure estimation du risque.

8 - ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les principaux engagements hors bilan du Groupe sont les suivants :

- Les engagements du Groupe en matière de loyers représentent 4,2 M€. Ils représentent les contrats considérés comme de faible valeur ou d'une durée inférieure à un an non retraités en application de la norme IFRS16 (voir note 7).
- Dans le cadre de la mise en place de sociétés foncières pour dynamiser la rénovation du parc immobilier des stations, les sociétés de remontées mécaniques garantissent aux investisseurs un niveau de loyer durant la période de rénovation, puis de remise sur le marché. Ces engagements s'élèvent à environ 11,4 M€.
- Les engagements immobiliers du sous-groupe Deux Alpes Loisirs : sa filiale SC2A s'est portée garante pour les loyers concernant les baux en cours à hauteur de 4,6 M€.
- Les lignes de financement octroyées par CDA Financement aux sociétés SAP Invest, SAP Location, Val d'Isère Immobilier et Panoramic et non utilisées au 31 mars 2020 s'élèvent à 1,7 M€.
- Les garanties données sont les suivantes :
 - deux garanties maison-mère à première demande ont été données à la Ville de Paris pour la société Jardin d'Acclimatation, pour un montant total de 9,9 M€, une garantie d'un montant de 8,9 M€ relative à la redevance d'exploitation due jusqu'en 2041, et une garantie d'un montant de 986 K€, relative à l'exécution du programme contractuel d'investissement jusqu'en 2024 ;
 - en décembre 2017, dans le cadre de la Délégation de Service Public entre la société SCV Domaine Skiable et le SIGED, la CDA a octroyé une garantie de paiement à première demande afférente à la redevance. Cette garantie porte sur un montant de 600 K€ pour l'exercice 2018/2019 ;
 - une garantie bancaire et une garantie maison-mère à première demande de 750 KCHF, ont été données pour le site de By Grevin ;
 - dans le cadre du rachat de Travelfactory, les parties se sont accordées mutuellement des options de vente et de rachat pour le solde des titres de la société pour un montant résiduel maximum de 3,8 M€, sur une durée restante de 2 ans.
- Au 31 mars 2020, les engagements reçus s'analysent pour l'essentiel comme suit :
 - Les cautions reçues proviennent essentiellement :
 - des garanties données à ADS pour 7,6 M€ sur des opérations foncières.

- de cautions reçues de fournisseurs pour 0,9 M€ dans le cadre de travaux au Parc Astérix et 0,4 M€ dans le cadre de travaux de la station de Val d'Isère.
 - d'une caution reçue sur des garanties de prestations touristiques pour Futuroscope Destination pour un montant de 1,2 M€.
- Une garantie de passif pour un montant de 1,6 M€ a été reçue lors de l'acquisition de Travefactory ;
 - Une garantie de passif pour un montant de 5 M€ a été reçue lors de l'acquisition de Familypark ;
 - Une garantie de passif pour un montant de 0,5 M€ a été reçue lors de l'acquisition de Cassiopée ;
 - Lors de l'acquisition du Futuroscope (en janvier 2011), les vendeurs ont accordé une garantie de passif au profit de la Compagnie des Alpes en cas de contrôle par des organismes fiscaux, parafiscaux, sociaux, douaniers, de sécurité sociale ou autres organes publics. Ces garanties demeurent en vigueur jusqu'à l'expiration des délais légaux et réglementaires correspondants.

9 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun évènement n'est intervenu postérieurement à la clôture qui soit susceptible de remettre en cause les éléments pris en compte. Cependant les impacts liés à la pandémie de COVID-19 décrits dans les « Faits marquants » sur les comptes de l'exercice à clore le 30 septembre 2020 doivent être

III - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2020

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

MAZARS
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle dans le contexte du Covid-19

(Période du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020)

Aux Actionnaires
COMPAGNIE DES ALPES
50/52 Boulevard Haussmann
75009 PARIS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Compagnie des Alpes, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 14 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note «Faits marquants du semestre » et la note 5.1 « Ecart d'acquisition » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui exposent respectivement les impacts de la crise liée au Covid-19 et les hypothèses et modalités retenues par la direction pour la réalisation des tests de dépréciation des

écarts d'acquisition dans ce contexte d'incertitude.

la note 1.2 « Principes et méthodes comptables » et la note 7 « Impact des nouvelles normes IFRS » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui exposent les modalités d'application et l'incidence de la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 14 mai 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 26 mai 2020

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Françoise Garnier-Bel

Gilles Rainaut

IV - ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

"J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice."

Fait à Paris le 26 mai 2020

Dominique Marcel
Président-Directeur général